





Rapport de gestion

de la gérance à l'assemblée des associés commanditaires du 30 avril 2015 portant sur l'exercice clos le 31 décembre 2014

Chers associés,

Nous avons l'honneur de vous présenter, conformément aux textes légaux et réglementaires, notre rapport sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2014, ainsi que sur les comptes annuels dudit exercice soumis aujourd'hui à votre approbation.

Votre commissaire aux comptes vous donnera dans son rapport toutes informations quant à la régularité des comptes annuels qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes précisions et tous renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

Nous reprenons ci-après, successivement, les différentes informations telles que prévues par la réglementation.

Présentation des états financiers

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect des principes comptables de prudence.

Hypothèses de base retenues :

- Continuité de l'exploitation.
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement de méthode ou de règlementation n'est intervenu sur l'exercice 2014.

Présentation du bilan et des comptes

(Article L 232-1 du Code de commerce)

L'exercice considéré a débuté le 1 er janvier 2014 et s'est terminé le 31 décembre 2014.

Le montant total du bilan s'établit au 31 décembre 2014 à 6 970 009 euros.

L'exercice clos le 31 décembre 2014 fait apparaître un résultat comptable négatif d'un montant de - 131 495 euros.

Le capital social

Le montant du capital social est de 7 258 600 euros au 31 décembre 2014, soit une augmentation de 1 019 700 euros entre le 01 janvier 2014 et le 31 décembre 2014.

Les produits de l'exercice

Ils proviennent de trois sources différentes :

- Revenus de services liés a la collecte des fonds : il s'agit des frais de souscription payés par les souscripteurs. Ceux-ci doivent permettre de financer les opérations de communication et de gestion administrative et comptable de la collecte de capital ;
- Revenus financiers liés aux investissements réalisés : il s'agit des produits d'investissement dans les sociétés d'exploitation soutenues par EPI ainsi que, de manière marginale, les frais d'instruction de dossiers facturés aux porteurs de projet ;
- Revenus financiers liés aux placements de trésorerie: dans le cadre du visa de l'AMF (autorité des marchés financiers) obtenu
 pour réaliser les OPTF de 2011 et de 2012, EPI est engagée à conserver 25 % de son capital en trésorerie immédiatement
 disponible. Il a été décidé de plafonner cette réserve à 20 % avec un minimum de 2 millions d'€. Ces liquidités sont placés
 dans plusieurs établissements bancaires à un taux moyen de l'ordre de 2 % l'an.

Détail et répartition des produits	31/12/2014 en €	%	31/12/2013 en €	%
liés aux souscriptions	19 409	11	49 736	35
liés aux investissements réalisés	100 572	58	49 517	35
liés aux placements de trésorerie	53 616	31	42 779	30
Total produits	173 597	100	142 032	100
autres (production immobilisée)	46 076			
Total général des produits	219 673		142 032	

- 1- Contrairement à 2013, l'année 2014 n'a comptabilisé qu'à peine plus de 3 mois d'activité forte de souscription l'OPTF n'a été lancée que fin septembre. De ce fait, sur cet exercice, le capital collecté et les facturations de frais de souscription qui y sont reliés (19 409 €) représentent une baisse de revenus de plus de 30 000 € par rapport à l'année précédente.
- 2- Par contre, les revenus des activités d'investissements commencent à s'amplifier significativement en ayant plus que doublé par rapport à 2013 (100 572 € contre 49 517 €). Ce sont ces revenus qui vont dans les années qui viennent être le cœur des produits de l'activité du Fonds EPI.
 - Il faut préciser qu'en cette année 2014, plusieurs investissements importants se sont finalisés mais les revenus correspondants (intérêts sur comptes courants ou obligations) ne comptent dans les produits de l'exercice que pour la période courue depuis le décaissement. Les mêmes investissements permettront des revenus qui vont plus que doubler les années suivantes.
 - Nous devons cependant souligner que quand EPI participe directement au capital des sociétés de projet en souscrivant à des parts ou à des actions, la valorisation du capital qu'il investit représente un potentiel de plus value à terme mais n'est pas comptabilisée pour l'instant. Selon les règles de la comptabilité générale, seules sont prises en comptes les plus-values effectivement réalisées. Nous devrons donc travailler dans les prochaines années pour faire en sorte de pouvoir adapter cette règle à la situation particulière de EPI, ce qui nous permettrait de prendre en compte dans l'avenir la plus value potentielle des investissements de notre portefeuille dans nos résultats annuels. C'est un élément important car nos prévisions sont basées sur des revenus issus pour moitié de tels investissements en capital. Comme les "sorties" se feront sur du très long terme (la perspective est dans une fourchette de 10 à 15 ans), la prise en compte de ces plus values potentielles fera toute la différence pour l'évaluation de la valeur de l'action, et donc du revenu réel des actionnaires.
- 3- Du fait de la croissance de notre capital, nous avons disposé cette année d'un accroissement de liquidités et avec lesquels avons réalisé des placements de trésorerie. Ils ont permis une rémunération totale de 54 000 € provenant :
 - D'une part, de la réserve dédiée aux demandes de remboursement des souscripteurs, placée sur des dépôts à terme étalés sur des durées de 2 à 5 ans.
 - Et d'autre part, des liquidités disponibles à court terme en attente des nouveaux investissements que nous ne pouvons pas placer sur des longues durées car nous pouvons en avoir besoin à tout moment.

La conjoncture généralisée de baisse des taux de l'épargne en 2014 a produit un effet négatif sur nos revenus de placement, celui de réduire le taux de rémunération servi à EPI par ses partenaires financiers.

Les charges de l'exercice

En contrepartie de ces produits, EPI fait face à des charges d'exploitation qui concernent :

Les charges de fonctionnement

Il s'agit pour l'essentiel des charges de salaires du délégué général ainsi que des coûts reliés à l'exercice du mandat de gérant réalisé par Nef Gestion. Elles permettent d'assurer la gestion générale de la société, ainsi que l'ensemble des fonctions courante de notre métier de financement. Il s'agit tout autant du travail d'expertise technique, juridique et financière, ressource professionnelle indispensable pour :

- l'accompagnement des projets en amont,
- l'instruction les dossiers d'investissements présentés devant le Comité Consultatif des engagements d'EPI et soumis au Comité de direction d'EPC pour décision,
- la mise en œuvre des décisions d'EPI : finalisation juridique des clôtures de financement, suivi des décaissements etc...
- la gestion du portefeuille qui intègre le suivi financier, économique et juridique des investissements réalisés, et l'accompagnement aval des sociétés de projets dans lesquelles EPI a investi.

La collecte du capital souscrit

Il s'agit des dépenses de communication, de commercialisation et de gestion des souscriptions réalisée à partir d'une application informatique. Ces missions ont été assurées pour partie directement par le gérant Nef Gestion (souscription), et pour l'autre partie (communication) par Énergie Partagée Association et différents prestataires extérieurs (création graphique, impression, routage);

Les frais généraux et le fonctionnement général du Fonds

Gestion de la souscription, honoraires, comptabilité, commissariat aux comptes, assemblée générale, missions et déplacements, cotisations aux organisations professionnelles, services bancaires,...

Détail et répartition des charges	31/12/2014 en €	%	31/12/2013 en €	%
gérance	40 000	14	40 000	19
délégation générale	77 018	27	-	0
communication	70 146	24	84 042	39
gestion de la souscription	13 612	5	20 000	9
honoraires conseils	48 006	17	39 338	18
autres frais généraux	17 249	6	11 073	5
impôt et taxes & assimilés (inclut la TVA non récupérable)	23 192	8	19 820	9
total charges avant amortissements et provisions	289 223	100	214 273	100
amortissements et provisions	60 997		44 578	
Total général des charges	350 220		258 85	

Les charges de fonctionnement ont dû s'ajuster pour renforcer sensiblement le rythme des activités d'investissement. Ainsi, EPI a recruté en mars 2014 un Délégué général afin de renforcer l'accompagnement dès l'amont des projets et faciliter leur mise en œuvre ainsi que la bonne réalisation du financement. Cela a donné de très bons résultats

En 2013 nous avions fait le constat que les projets mettaient plus de temps que prévu à aboutir. La conséquence pour EPI était que nous prenions du retard dans la réalisation effective des investissements ce qui pesait très négativement sur notre modèle économique.

Comme vous le constaterez dans les tableaux ci-dessous présentant le portefeuille en fin d'année comparé à celui de 2013, l'année qui vient de passer aura été sensiblement plus active que la précédente.

L'équation de notre modèle économique reste celle dont les fondateurs avaient eu l'intuition.

Il faut atteindre rapidement un capital significatif pour :

- Atteindre rapidement la masse financière critique (dix à quinze millions d'euros) pour absorber les frais de base des activités d'investissement les premières années : notamment accompagnement, communication et gestion générale
- Disposer d'un volume de projets sains à financer dans un délai relativement court afin de construire rapidement un portefeuille équilibré et d'une bonne qualité de risque, produisant un rendement raisonnable,
- Disposer d'un volant de trésorerie significatif pour produire des revenus de placement substantiels tout en permettant de faire face aux demandes éventuelles de remboursement des souscripteurs. Contrairement aux années antérieures, depuis deux ans, du fait de l'état du marché des placements, la rémunération de la trésorerie ne peut que couvrir une part relative des charges courantes de gestion

Filiales et Participations

(Article L.233-6 et L.247-1 du Code de Commerce)

Les prises de participations décrites ci-dessous relèvent de deux orientations différentes pour soutenir le développement des énergies renouvelables citoyennes :

- Le soutien financier apporté à des sociétés d'exploitation de sites de production d'énergies renouvelables ; Ce sont souvent des investissements significatifs de la part de EPI
- La prise de participation dans des SEML (Sociétés d'Économie Mixte Locales) qui permettent à EPI de participer très en amont au montage et au bouclage financier de nouveaux projets d'énergies renouvelables. Ce sont des investissements dont le montant reste symbolique.

Nom	Siège social	Capital détenu au 31/12/2013	Capital détenu au 31/12/2014	% détenu par EPI
SARL Giraud Agri Énergie	Saint-Cyr-les-Vignes (42)	16 500	16 500	54
SARL SCIC Plaine Sud Énergies	Bourguébus (14)	10 000	10 000	37
SAS SORAL 01	Vaulx en Velin (69)	200 000	200 000	100
SAS BégaWatts	Redon (35)	10 028	10 028	1
SAS Ferme Éolienne des Monts de Rilhac Lastours	Rilhac-Lastours (87)	9 800	9 800	49
SCIC ERE 43	Yssingeaux (43)		300	10,6
SAS ERCISOL	Foussemagne (90)		3 570	5,4
SAS ISAC WATTS	Missillac (44)		500 004	16,22
SARL La Limouzinière Énergies	Bègles (33)		230	23
SCIC Combrailles Durables	Loubeyrat (63)		5 000	15,6
SEM COSPRO	Romans sur Isère (26)	11 960	11 960	7,5
SEM SEVE	Briançon (05)	5 400	5 400	1
SCR OSER	Lyon (69)	10 000	10 000	1
SAEML Eole Sud 59-62	Caudry (59)		500	6
SEM SIPENR	Paris (75)		15 000	1
SARL Hydroraon	Foussemagne (90)		5 000	10,2
SEM Nièvre Énergies	Nevers (58)		15 000	1
SARLU Altora PV	Aspach (68)		20 000	40
Total		273 688	828 292	

Au-delà des prises de participations sous forme de parts sociales, EPI apporte son concours financier aux sociétés d'exploitation de sites d'énergies renouvelables sous la forme de comptes-courants d'associés et de souscriptions à des emprunts obligataires, dont voici la liste au 31/12/2014.

Nom	Siège social	Montant au 31/12/2013	Montant au 31/12/2014
SAS SORAL 01	Vaulx-en-Velin (69)	585 886	611 530
SARL Giraud Agri Énergie	Saint-Cyr-les-Vignes (42)	210 392	210 392
SARL SCIC Plaine Sud Énergies	Caen (14)	40 000	37 738
SAS Ferme Éolienne des Monts de Rilhac Lastours	Rilhac-Lastours (87)	336 000	336 000
SAS BégaWatts	Redon (35)	490 000	490 000
SCIC ERE 43	Yssingeaux (43)		100 000
SARL Hydroraon	Foussemagne (90)		45 000
SARL La Limouzinière Énergies	Bègles (33)		500 576
SCRL Ô Manne Céleste	Mesnil-Eglise (Belgique)		150 000
SARLU Altora PV	Aspach (68)		200 000
Total		1 662 278	2 681 236

Informations complémentaires sur les investissements réalisés en 2014

Cette année, deux investissements ont été engagés pour des montants supérieurs à la règle généralement observée jusqu'ici par EPI. Celle-ci préconisait de limiter l'investissement unitaire à un plafond de 10 % du capital disponible à l'investissement par société de projet. Il s'agit des financements pour :

- Isac-Watt, parc éolien en Loire Atlantique donc l'investissement atteindra 700 000 € en 2015
- Et La Limouzinière, parc Éolien lui aussi situé en Loire atlantique pour lequel l'engagement effectif en 2014 reste dans la limite des 10% du capital mais avec un engagement de rachat à l'horizon 2019 d'un montant de 650 000 euros.

Dans les deux cas, EPI a considéré le très bon niveau de qualité des deux projets, la qualité du risque, les conditions de remboursement ainsi que la portée hautement symbolique d'investissements citoyens et partenariaux.

Ces décisions dérogatoires ont pris en compte par anticipation les perspectives de sortie à court terme tout autant que les levées de fonds pour le capital en cours et à venir.

Événements principaux survenus au titre de l'exercice

La souscription au capital d'EPI, une troisième OPTF lancée en septembre 2014

EPI est une société à capital variable, ce qui lui permet d'enregistrer en permanence de nouvelles souscriptions de parts sociales.

Afin de collecter largement des souscriptions auprès du grand public, EPI a enregistré des souscriptions à son capital et a en parallèle mis en œuvre une troisième OPTF (offre au public de titres financiers) du 22 septembre 2014 qui va se prolonger jusqu'au 21 septembre 2015.

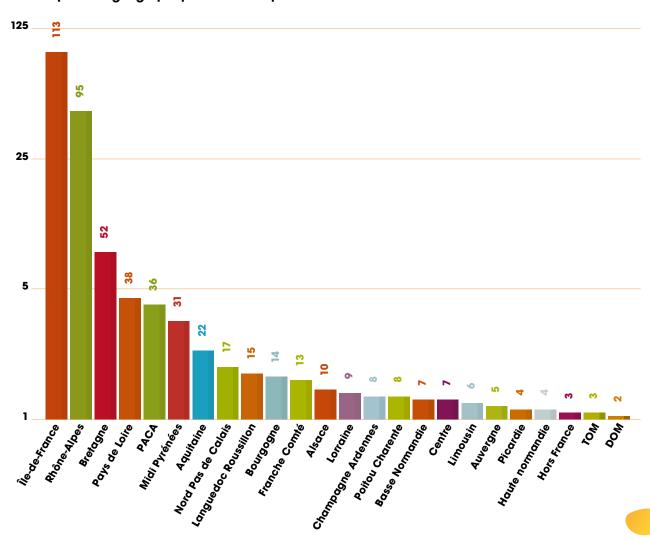
Nous présentons ici l'état des souscriptions au 31 décembre 2014 dont le montant total s'élève à 1 019 700 euros, dont 464 000 euros de souscriptions souscrites depuis le lancement de l'OPTF.

C'est avec la mobilisation de l'ensemble du mouvement que cette levée de fonds est réalisée. Citons la mobilisation d'Énergie Partagée Association et d'un certain nombre de partenaires du mouvement qui ont communiqué auprès de leurs propres sociétaires ou sympathisants.

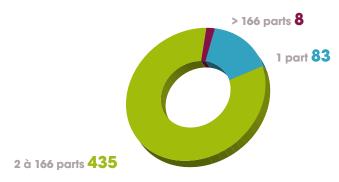
L'animation du site internet www.energie-partagee.org, réalisée par les salariés permanents d'Énergie Partagée Association, permet de mettre en valeur les projets soutenus par le mouvement et de mobiliser sur l'ensemble des démarches de sensibilisation et de communication engagées (conférences, stands, présence dans les médias, réseaux sociaux, ...).

Informations sur les souscripteurs et les souscriptions de l'exercice

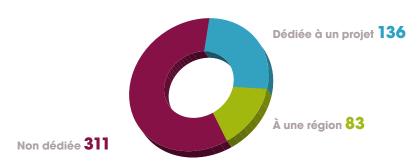
La répartition géographique des souscripteurs



La répartition des souscriptions par nombre de parts souscrites

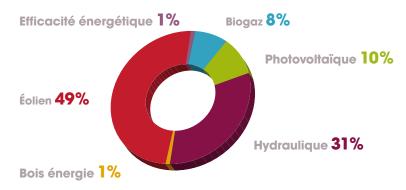


L'affectation des souscriptions



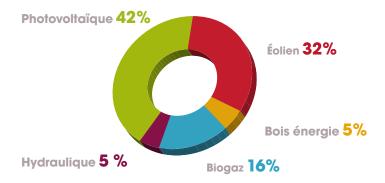
Chaque souscripteur
a la possibilité de dédier
sa souscription à un projet
dont la liste figure sur le site
www.energie-partagee.org
ou à une région. Cette possibilité
n'est finalement utilisée
que par un peu moins
de la moitié des souscripteurs.

La répartition des souscriptions dédiées à des projets par type d'énergie



Les projets ouverts à souscription par type d'énergie

19 projets ouverts à souscription au total



Il n'y a pas eu de projet en matière d'efficacité énergétique ouvert à souscription au cours de l'exercice.

La part importante
des souscriptions (45 %)
dédiée aux projets éoliens
s'explique moins par le nombre
de projets soumis à EPI
(33 % en éolien contre 47 %
en photovoltaïque par exemple),
que par la mobilisation
citoyenne qui s'est réalisée
autour de ces projets
et le montant des financements
attendus (beaucoup plus élevés
en éolien).

Les sites d'énergies renouvelables soutenus par EPI

Vous trouverez ci-dessous la liste de tous les sites de production d'énergies renouvelables à caractère citoyen, auxquels EPI a contribué en apportant son financement à leur société d'exploitation ou par son engagement à y contribuer.

À noter, qu'aucun projet en matière d'efficacité énergétique n'a pu être soutenu faute d'un modèle économique pérenne à ce jour. À noter également qu'à compter de 2013, on compte des projets dans l'éolien, le bois énergie et le biogaz après des projets exclusivement photovoltaïque jusqu'en 2012.

Nom Projet	Dépt	Énergie	Date de financement	Société d'exploitation	Etat d'avancement	Puissance installée	Production annuelle 2014
Pic Bois	01	PV	Avant 2012	SORAL 01	En production depuis 03/2010	230 KWc	201 047 KWh
Biocoop Epone	78	PV	Avant 2012	SORAL 01	En production depuis 05/2012	490 m² 52 KWc	56 412 KWh
La ferme Giraud	42	PV	Avant 2012	Giraud Agri Énergie	En production depuis 05/2011	1 800 m² 241 KWc	274 684 KWh
9 installations à Puy Saint André	05	PV	Avant 2012	SEVE	En production depuis 05/2011	343 KWc	430 000 KWh
École de Bourguébus	Plaine Sud En production £ 14 PV 2012 Énergies depuis 11/2012			40 186 KWh			
École de Garcelles	14	PV	2012	Plaine Sud En production Énergies depuis 01/2013		511 m² 74.64 KWc	14 738 KWh
École de Saint Agnan	14	PV	2012	Plaine Sud Énergies	En production depuis 01/2013	_	26 256 KWh
La Citoyenne	87	Eolien	2013	Ferme éolienne des Monts de Rilhac-Lastours	En production depuis 03/2014	2 MW 1 machine	1,9 GW
Parc de Béganne	35	Eolien	2013	BégaWatts	En production Depuis 05/2014	8.2 MW 4 machines	8,4 GW
Parc éolien de la Limouzinière	44	Eolien	2014	La Limouzinière Énergies	En production Depuis 04/2012	6 MW 3 machines	11 GW
Lycée de Marmilhat	63	PV	2014	Combrailles Durables	En production depuis 08/2014		9 267 KWh
Lycée de Saint Gervais	63	PV	2014	Combrailles Durables	En production depuis 02/2014		27 653 KWh
Lycée Virlogeux		PV	2014	Combrailles Durables	En production depuis 04/2014	123,6 KWc	33 472 KWh
Stade de rugby de Manzat	63	PV	2014	Combrailles Durables	En production depuis 11/2013		21 402 KWh
Micro- chaufferies	43	Bois énergie	Décision 2013 Décaissement 2014	ERE 43	4 en activité depuis 01/2014 8 en construction	12 chaufferies de 100 KW	Attendue : 2 GWh / an
Centrale de Raon l'Étape	88	Hydraulique	2014	Hydroraon	En construction		
Parc éolien de Séverac- Guenrouët	44	Eolien	2014	ISAC WATT	En construction		
Salle polyvalente de Ménétrol	63	PV	2014	Combrailles Durables	En construction Prévu pour 05/2015	650 m² 100 KWc	Attendue : 107 000 KWh
Toiture à Colmar (4 projets)	68	PV	2014	Altora PV	En construction Prévu pour 05/2015		
Methalayou en Aquitaine		Biomasse	2014	Methalayou	En développement Prévu pour 01/2016		
Parc éolien Les Ailes des Crêtes	08	Éolien	2014	Les Ailes des Crêtes C2	En développement Prévu pour 06/2015	2,4 MW 3 machines	

Évolution prévisible et perspective d'avenir

(Article L232-1 du Code de commerce)

Le modèle économique d'EPI va évoluer de façon substantielle au cours de l'exercice 2015.

La société a atteint maintenant une taille critique avec un capital social qui s'approche de 7,5 millions d'euros. Elle peut donc envisager d'internaliser les différentes fonctions sensibles, jusqu'ici déléguées à un gérant externe (Nef Gestion) ou encore réalisées par des prestataires, notamment en matière de communication.

La période de lancement n'avait pas permis de commencer avec un tel mode de fonctionnement, du fait des coûts fixes nécessaires pour couvrir l'expertise de la mise en œuvre pendant les années de démarrage.

Nef Gestion a donc offert sa démission à l'issue de l'exercice 2014 et l'associé commandité a bien voulu l'accepter. La société commanditée va donc reprendre à sa charge le mandat de gérant dès l'assemblée générale du 30 avril

Événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice :

La liste des actes passés par le Gérant entre la fin de l'exercice au 31 décembre 2014 et l'assemblée générale du 30 avril 2015 sera présentée lors de l'assemblée pour être soumise à approbation, du fait qu'il termine son mandat, il quittera donc ses fonctions de gérant après l'acceptation de sa démission par l'assemblée générale ordinaire.

Aliénations d'actions

(Article R 233-19 alinéa 2 du Code de Commerce)

Aucune opération visée au dit article n'a été réalisée au titre de l'exercice écoulé.

Frais de recherche et de développement

Aucun frais de recherche et de développement n'a été immobilisé au cours de l'exercice.

Proposition d'affectation du résultat

Ainsi que vous pouvez le constater, déduction faite de toutes charges et de tous impôts et amortissements, les comptes qui vous sont présentés font ressortir une perte d'un montant de – 131 495 euros que nous vous proposons d'affecter en totalité au compte « report à nouveau », lequel sera augmenté à due concurrence.

Rappel des dividendes antérieurement distribués

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des Impôts, l'Assemblée Générale prend acte qu'aucun dividende n'a été distribué depuis la constitution de la société.

Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent en charge aucune somme au titre d'amortissements excédentaires et autres amortissements non déductibles visés à l'article 39-4 du Code Général des Impôts.

Conventions règlementées

Nous vous précisons qu'aucune convention entrant dans le champ d'application de l'article L. 226-10 du Code de commerce n'a été conclue au cours de l'exercice écoulé.

Fixation de la valeur de l'action

Comme nous vous l'avons précisé lors des assemblées générales précédentes, Il faut garder à l'esprit ce qu'est le modèle économique d'un Fonds comme le nôtre.

Dans les premières années de son existence, les frais fixes d'un Fonds d'investissement (même réduits à leur minimum comme actuellement) pèsent totalement et immédiatement sur les résultats annuels, alors que l'activité d'investissement, de son côté, se développe plus lentement. Les revenus issus de ces investissements s'accroissent progressivement jusqu'à atteindre l'équillibre, à savoir la couverture des charges par les revenus d'investissement.

La règle applicable pour le calcul de la valeur de l'action est basique : c'est l'actif net divisé par le nombre d'actions : compte tenu du résultat de cet exercice et de l'impact des précédents, ce calcul s'il était appliqué de façon stricte reviendrait à réduire cette année la valeur de l'action de - 5,89 % ce qui aurait pour effet de défavoriser les actionnaires actuels par rapport aux prochains entrants.

Pour éviter une telle situation, nous vous proposons, comme nous l'avons fait lors de nos AG antérieures de me pas pénaliser les souscripteurs des années de montée en charge et donc maintenir pour 2015 le cours de l'action à sa valeur nominale actuelle de 100 euros.

Renouvellement du mandat de notre Commissaire aux Comptes

Les mandats de la société SEGECO AUDIT RHÔNE-ALPES, Commissaire aux Comptes titulaire, et de Monsieur Jean-Loup ROGE, Commissaire aux Comptes suppléant, arrivant à expiration, il vous est proposé :

- de renouveler le mandat de commissaire aux comptes titulaire de la société SEGECO AUDIT RHÔNE-ALPES,
- et de nommer en qualité de commissaire aux comptes suppléant, en remplacement de Monsieur Jean-Loup ROGE, dont le mandat n'est pas renouvelé : La société SDGS SARL, 170 boulevard Stalingrad, 69006 LYON pour une période de six exercices, soit jusqu'à la décision des associés sur les comptes de l'exercice clos le 31 octobre 2020.

Délais de paiement des fournisseurs ou des clients

(Article L. 441-6-1 et D 441-4 du Code de commerce)

Par application des articles L. 441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce, il est présenté ci-après la décomposition à la clôture des deux derniers exercices du solde des dettes à l'égard des fournisseurs et des clients par date d'échéance.

Solde	Règlement à 30 jours ou moins	Règlement à 45 jours	Règlement à 90 jours	Total des clients ou fournisseurs
Fournisseurs	90 088			90 088
Clients	2 716,2			2 716,2

Notre Commissaire aux Comptes, conformément aux articles précités et à l'article D 823-7-1 du Code de commerce, établit dans son rapport général ses observations sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations susmentionnées.

CONCLUSION

Nous espérons que les résolutions qui vous sont proposées recevront votre agrément et que vous voudrez bien donner quitus de sa gestion à votre gérant pour l'exercice écoulé.

Pour le Gérant Nef Gestion

Joël Lebossé

Directeur général



Renseignements

tél. 0811 25 00 16 (prix d'un appel local) contact@energie-partagee.org www.energie-partagee.org

Énergie Partagée Investissement

10 avenue des Canuts 69120 Vaulx-en-Velin

Page:

Compte de Résultat 1/2

		Etat e	exprimé en euros	31/12/2014	31/12/2013
		France	Exportation	12 mois	12 mois
	Ventes de marchandises				
NC	Production vendue (Biens)				
TATI	Production vendue (Services et Travaux)	163 916		163 916	142 033
XPLOI	Montant net du chiffre d'affaires	163 916		163 916	142 033
PRODUITS D'EXPLOITATION	Production stockée Production immobilisée Subventions d'exploitation Reprises sur provisions et amortissements, tr Autres produits	ansfert de charges		46 076 9 681	
-	Total des nr.	oduits d'exploitation	(1)	219 673	142 033
	Total des pro	oddits d exploitation	(1)	219 0/3	142 033
	Achats de marchandises Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnem Variation de stock	ents			
	Autres achats et charges externes			189 013	194 400
PLOITATION	Impôts, taxes et versements assimilés Salaires et traitements Charges sociales du personnel Cotisations personnelles de l'exploitant			28 330 50 556 21 324	19 820
CHARGES D'EXPI	Dotations aux amortissements : - sur immobilisations - charges d'exploitation à répartir			57 547	44 578
CHARG	Dotations aux dépréciations : - sur immobilisations - sur actif circulant			3 450	
	Dotations aux provisions				
	Autres charges			251	
	Total des cha	arges d'exploitation	(2)	350 472	258 798
	RESULTAT	D'EXPLOITATION		(130 799)	(116 765)

(3) dont produits concernant les entreprises liées (4) dont intérêts concernant les entreprises liées

Page:

3

Compte de Résultat 2/2

	Etat exprimé en euros	31/12/2014	31/12/2013
	RESULTAT D'EXPLOITATION	(130 799)	(116 765)
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers		
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
F	Total des charges financières		
	RESULTAT FINANCIER		
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(130 799)	(116 765)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	696	27
EXCE	Total des charges exceptionnelles	696	27
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	(696)	(27)
	PARTICIPATION DES SALARIES IMPOTS SUR LES BENEFICES		
	TOTAL DES PRODUITS TOTAL DES CHARGES	219 673 351 168	142 033 258 825
	RESULTAT DE L'EXERCICE	(131 495)	(116 792)
(2)	dont produits afférents à des exercices antérieurs dont charges afférentes à des exercices antérieurs dont produits concernant les entreprises liées		

Page:

4

- --8

Bilan Actif

			31/12/2013		
	Etat exprimé en euros	Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
	Capital souscrit non appelé (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Frais d'établissement Frais de développement Concessions brevets droits similaires	256 940 13 894	161 397 3 088	95 543 10 806	103 927
	Fonds commercial (1) Autres immobilisations incorporelles Avances et acomptes				
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrains Constructions Installations techniques,mat. et outillage indus. Autres immobilisations corporelles Immobilisations en cours Avances et acomptes				
ACT	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2) Participations évaluées selon mise en équival. Autres participations Créances rattachées à des participations Autres titres immobilisés Prêts Autres immobilisations financières	780 767 2 088 600 752 753		780 767 2 088 600 752 753	236 300 1 205 573 538 652
	TOTAL (II)	3 892 954	164 484	3 728 470	2 084 452
CULANT	STOCKS ET EN-COURS Matières premières, approvisionnements En-cours de production de biens En-cours de production de services Produits intermédiaires et finis Marchandises				
IRC	Avances et Acomptes versés sur commandes				
ACTIF CIE	CREANCES (3) Créances clients et comptes rattachés Autres créances Capital souscrit appelé, non versé	6 166 23 652	3 450	2 716 23 652	4 126 18 983
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	3 215 171		3 215 171	3 859 943
E	Charges constatées d'avance				
ES D	TOTAL (III)	3 244 989	3 450	3 241 539	3 883 052
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) Primes de remboursement des obligations (V) Ecarts de conversion actif (VI)				
	TOTAL ACTIF (I à VI)	7 137 943	167 934	6 970 009	5 967 504
	(1) dont droit au bail(2) dont immobilisations financières à moins d'un an(3) dont créances à plus d'un an			33 440 6 787	28 411

Page:

5

Bilan Passif

	Etat exprimé en euros	31/12/2014	31/12/2013
	Capital social ou individuel Primes d' émission, de fusion, d' apport Ecarts de réévaluation	7 258 600	6 238 900
Capitaux Propres	RESERVES Réserve légale Réserves statutaires ou contractuelles Réserves réglementées Autres réserves		
apitau	Report à nouveau	(297 755)	(180 962)
Ü	Résultat de l'exercice	(131 495)	(116 792)
	Subventions d'investissement Provisions réglementées	696	
	Total des capitaux propres	6 830 047	5 941 145
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs Avances conditionnées		
Auf	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques Provisions pour charges		
I I	Total des provisions		
(1)	DETTES FINANCIERES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
DETTES (Emprunts et dettes financières divers Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	21 482	8 951
I	DETTES D'EXPLOITATION Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales	90 088 28 392	13 600 3 505
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes		302
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	139 962	26 359
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	6 970 009	5 967 504
(1)	Résultat de l'exercice exprimé en centimes Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	(131 494,83) 130 761	(116 792,18) 26 359